

Au Portugal, un gouvernement anti-austérité ?

 anti-k.org/2018/02/13/181917/



*LR: Le Groupe de travail économique du GTE travaille sur le Portugal le samedi 17/02/2017, dans ce cadre nous publions à nouveau l'article de **Jean-Philippe Divès paru en février 2016***

Revue L'Anticapitaliste n°73 (février 2016)

Jean-Philippe Divès

Dimanche 21 février 2016

Les articles de la rubrique Idées n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'organisation mais de camarades qui interviennent dans les débats du mouvement ouvrier. Certains sont publiés par notre presse, d'autres sont issus de nos débats internes, d'autres encore sont des points de vue extérieurs à notre organisation, qui nous paraissent utiles.

Après quelques semaines, marquées par les tentatives de la droite de se maintenir coûte que coûte au pouvoir, les élections portugaises du 4 octobre 2015 ont débouché sur la formation, le 24 novembre, d'un gouvernement du Parti socialiste (PS) soutenu par le Bloc de gauche (Bloco de Esquerda, BE) et le Parti communiste portugais (PCP). Un gouvernement qui affirme vouloir tourner la page de l'austérité, tout en assurant le paiement de la dette publique et en respectant les « obligations du Portugal » envers l'Union européenne, en particulier son pacte budgétaire.

La coalition de la droite portugaise, formée par le parti dit social-démocrate (PSD, sa composante principale) et le Parti populaire, avait attaqué durement les droits et le niveau de vie des travailleurs et des couches populaires. Comme cela a été le cas un peu plus tard en Espagne, elle a subi un échec très clair lors des élections à l'Assemblée de la République. De 50,5 % des voix et 132 députés (sur 230) en 2011, elle est tombée quatre

ans plus tard à 38,5 % et 107 sièges.

Le PS – très semblable à ses homologues en Europe – passait quant à lui de 28 % des voix et 74 députés en 2011, à 32,4 % et 86 sièges en 2015. La CDU (« Coalition démocratique unitaire », largement dominée et dirigée par le PCP¹) améliorait légèrement son résultat de 2011, passant de 7,9 % et 16 députés à 8,3 % et 17 élus. La véritable percée était réalisée par le BE, qui doublait pratiquement son score avec 10,2 % des voix, contre 5,2 % quatre ans plus tôt, en obtenant au parlement 19 mandats (contre 8 précédemment).²

Devenue minoritaire en voix comme en sièges, mais arrivée malgré tout en tête des différentes listes, la droite revendiqua alors – avec le soutien du président de la République issu de ses rangs – le droit de former à ce titre le nouveau gouvernement. Mais pour cela il lui fallait, sinon la participation du PS à une formule d'union nationale, du moins son soutien ou au minimum sa non opposition. C'est le scénario qui paraissait le plus probable, et aussi celui qui était privilégié par les milieux d'affaires.

Mais seules quelques voix au PS s'y montrèrent favorables. Pour une nette majorité, c'était la pire des solutions, qui aurait accrédité l'idée que droite et gauche sont finalement la même chose, voire, avec une « gauche radicale » pesant près de 20 %, engagé un processus de « pasokisation ». L'essentiel de la direction et de l'appareil du PS, regroupés autour de son nouveau (depuis fin 2014) dirigeant Antonio Costa, fit donc le choix de postuler au gouvernement, en mettant en avant l'existence d'une majorité parlementaire de gauche³ et en négociant le soutien du BE et du PCP. Annoncé par Antonio Costa le 20 octobre, l'accord fut paraphé début novembre (à travers deux protocoles parallèles, PS-BE et PS-PCP) et, après l'essai de constitution d'un gouvernement de droite, immédiatement renversé par la majorité de gauche de l'Assemblée, le dirigeant du PS fut nommé premier ministre et son gouvernement, investi.

L'accord et son contenu

« Pour ce qui dépend du Bloc de gauche, le gouvernement [des deux dirigeants de la droite] Passos Coelho et Paulo Portas s'est achevé » déclarait dès le 12 octobre la porte-parole nationale du Bloc de gauche, Catarina Martins, après une première rencontre avec la délégation du PS menée par Antonio Costa. Soulignant l'existence d'« *une autre solution de gouvernement* », elle ajoutait :

« nous avons aujourd'hui les conditions pour mettre en place un gouvernement et un budget, dans le cadre de la Constitution de la République portugaise, après quatre années d'une droite qui n'a pas su respecter la loi fondamentale du pays (...) Nous allons respecter le vote de confiance que les électeurs ont donné au Bloc (...) L'action et la détermination [du BE] seront ce qui permettra la création d'un gouvernement qui protège les retraites, les salaires et l'emploi. »

Le même jour, à l'issue de sa propre rencontre avec le PS, le secrétaire général du PCP, Jeronimo de Sousa, ouvrait lui aussi la porte à une solution de gouvernement.

Dans les discussions qui ont suivi, au-delà des contenu et calendrier précis d'une série de mesures, le PS insista sur son exigence fondamentale, celle d'un accord durable, garantissant la continuité du nouveau gouvernement pour la durée de la législature. Le 22

octobre, Marisa Matias (la candidate du BE à l'élection présidentielle du 24 janvier 2016) assurait : « *le Bloc est engagé dans une solution de stabilité sur quatre ans* ». Et le PCP prit peu après le même engagement.

Pour l'essentiel, l'accord PS-BE-PCP prévoit une revalorisation progressive du salaire minimum, jusqu'à atteindre les 600 euros en 2019 (au lieu de 2016 comme demandé initialement par la CGTP, le PCP et le BE), soit son niveau d'avant-crise compte tenu de l'inflation, un rétablissement également progressif des salaires des fonctionnaires (diminués par le gouvernement précédent), ainsi que des retraites et d'autres prestations sociales, le retour aux 35 heures dans la fonction publique, la suppression ou diminution de certaines taxes touchant les classes populaires, quelques mesures visant à réduire la précarité du travail, le gel des privatisations et l'annulation de celles qui concernent l'eau.⁴

Toutes les autres questions sont laissées à l'appréciation du gouvernement et de l'Assemblée de la République, au sein de laquelle divers mécanismes de concertation sont mis en place entre les trois formations de gauche. Y compris les questions, en principe conflictives, de la dette publique (130 % du PIB) et du respect des traités européens. En contrepartie, et pour autant que les mesures accordées seront effectivement appliquées, le BE et le PCP garantiront l'existence du gouvernement PS jusqu'en 2019. Ils s'engagent à ne pas voter de motion de censure en commun avec la droite, c'est-à-dire à ne pas renverser le gouvernement, ainsi qu'à adopter ses budgets.

Une situation inédite

Dans la vie politique portugaise, cette union de la gauche est une grande première. Lors de la révolution portugaise de 1974-75, qui avait mis fin à des décennies de dictature fasciste et vu le développement d'un mouvement populaire très radical et combatif, le PS et le PCP (le BE n'existait pas à l'époque) s'étaient en effet opposés violemment.⁵ Depuis, le PCP était considéré comme extérieur à la normalité du consensus démocratique-bourgeois, qui s'exprimait à chaque élection par un jeu d'alternance entre la droite et le PS. La prégnance de l'Union européenne – et, depuis la crise de 2008, sa quasi tutelle sur le pays – renforçait encore le caractère improbable d'un accord entre le PS, parti pro-capitaliste et europhile responsable, et les « radicaux anti-européens » du BE et du PCP.

La vérité est que la nouveauté de l'accord PS-BE-PCP a surpris, et parfois désorienté, y compris dans les milieux d'extrême gauche. Un exemple en est l'interview donnée au site étatsunien socialistworker.org par une militante anticapitaliste membre du BE. Cette camarade y décrivait l'offre du BE et du PCP, de « *former un gouvernement majoritaire avec le PS, avec l'objectif d'en finir avec l'austérité* », comme « *un positionnement tactique* » ; « *mais c'est un positionnement tactique important et correct car il a poussé le PS à clarifier sa position : souhaite-t-il mettre fin à l'austérité ou non ? Il a dit s'opposer à l'austérité, mais la fausseté de cette opposition serait exposée publiquement s'il soutenait le gouvernement de droite, ce qu'il va faire à présent.* » Car « *comme prévu, notre PS – notre social-démocratie libéralisée et traditionnelle – va très certainement garantir son soutien parlementaire aux conservateurs, pour que ces derniers puissent former un gouvernement minoritaire de droite. Ce n'est pas une surprise car si l'on observe leurs programmes électoraux, ils sont vraiment très similaires* ». ⁶

Confrontée à ces négociations (réelles et visant à aboutir), la droite qui s'accrochait au pouvoir agita alors le spectre du radicalisme et de l'irresponsabilité, en mettant en garde contre une période de grave instabilité au moment même où le Portugal recueillait les fruits de ses efforts. Les principaux responsables patronaux ne partageaient cependant pas un tel catastrophisme et se démarquèrent des déclarations enflammées des dirigeants de droite. Même chose pour l'intransigent ministre allemand des finances, qui « a écarté aujourd'hui une situation d'instabilité au Portugal, en considérant que le pays « n'est pas différent des autres démocraties ». Wolfgang Schaüble s'est dit « absolument convaincu » que le Portugal continuera sur la voie du « succès » ».

Une délégation du BE s'était rendue le 15 octobre à Bruxelles, pour s'entretenir avec la présidente du groupe de la Gauche unie européenne, la dirigeante de Die Linke, Gabi Zimmer, ainsi qu'avec... Alexis Tsipras. Au même moment, Antonio Costa discutait sur place avec les représentants du Parti socialiste européen et obtenait le soutien sans équivoque de Martin Schulz, le président social-démocrate du parlement européen, qui affirmait considérer « absolument normal que le président d'un parti de gauche tente de trouver des alliés à gauche ».

Car l'accord portugais a et aura des répercussions internationales. En premier lieu, en Espagne. Selon le site du Bloc de gauche, venu participer le 16 janvier à un meeting de soutien à la candidature présidentielle de Marisa Matias, le dirigeant de Podemos, Pablo Iglesias, a « regretté que l'on n'ait pas obtenu dans l'Etat espagnol un accord semblable à celui signé au Portugal (...) Podemos va continuer à travailler pour qu'il y ait une entente avec le PSOE qui empêche le PP de se maintenir au pouvoir, mais en conservant nos réticences envers le comportement du PSOE ; « nous n'allons pas croire ce que le PSOE nous dit, mais ce qu'il fait » ». Pour une série de raisons spécifiques (poids de la question nationale et de la revendication indépendantiste catalane, absence de majorité absolue pour les partis « de gauche », exigence d'Iglesias de participer au gouvernement comme vice-premier ministre), une répétition en Espagne du scénario portugais apparaît improbable. Mais il reste qu'une voie politique a été ouverte.

Des voix critiques

Pour le BE comme pour le PCP, le soutien au gouvernement PS se justifie par la nécessité de mettre fin à une politique d'austérité brutale et d'obtenir des mesures améliorant tant soit peu la situation des classes populaires. Le fondateur et dirigeant historique du Bloc de gauche, Francisco Louçã, estime que « pour les deux partis de gauche, participer à ces négociations était l'unique solution possible, car dans le cas contraire ils auraient permis le maintien du gouvernement qui a conduit la politique de la Troïka. »⁷ Les dirigeants du PCP, parti qui contrôle la puissante centrale syndicale CGTP, affirment qu'avec un gouvernement socialiste il y aura de meilleures conditions pour faire avancer les luttes et revendications.

Des voix critiques s'expriment néanmoins dans le camp des travailleurs. L'une est celle de l'historienne et chercheuse Raquel Varela, une marxiste indépendante anciennement membre du BE, pour qui « les promesses du BE, du PCP et du PS ne sont pas réalisables (...) Il faut toucher aux profits, à la propriété des grandes entreprises, c'est-à-dire aux banques et au système financier. Il n'y a pas d'argent pour augmenter simultanément les

profits et les salaires. Le contexte historique que nous vivons est qualitativement différent des décennies 50-70, « l'âge d'or » de l'Europe, quand, en raison des destructions de guerre, il était possible d'augmenter en même temps les profits et les salaires. Comment expliquez-vous que le Programme de Thessalonique de Syriza ait échoué en cinq mois ? Un programme qui a été appliqué par le gouvernement du Pasok il y a trente ans ? »

Pour Stathis Kouvelakis, désormais un responsable de l'Unité populaire en Grèce, « il paraît tout simplement impossible de voir comment ne serait-ce qu'un « relâchement » de l'austérité peut se mettre en place sans s'attaquer de front au problème de la dette et de la camisole de force imposée par la zone euro, et c'est juste de la folie d'imaginer une seule seconde que le PSP est enclin et/ou préparé pour le faire (...) l'expérience grecque a également démontré qu'entre une confrontation à grande échelle et la capitulation il n'y a pas de voie intermédiaire (...) il est plus que probable que la direction du PSP utilisera l'accord avec le Bloc de Gauche et le PCP de la même façon que Tsipras s'est comporté vis-à-vis de la gauche de son propre parti quand il est entré dans la spirale infernale des concessions menant à la capitulation. A savoir en la soumettant à un chantage permanent qui consistait à dire « oseriez-vous renverser le gouvernement de gauche, le premier du genre (et la nouveauté de la configuration vaut également pour le Portugal) de ce pays ? »

Les premiers pas

Pour l'instant, l'accord de gouvernement tient. Le 2 janvier, Marisa Matias a salué l'adoption par l'Assemblée du budget 2016, affirmant que celui-ci « *permet de récupérer les salaires, de récupérer les retraites, il permet d'investir davantage dans les services publics* », raison pour laquelle n'importe quel président de la République qui jure de défendre la Constitution promulguerait le budget 2016 (...) « *dans un nouveau cycle politique, qui est l'antithèse de celui de [l'ancien président de la République] Cavaco Silva* » ».

Le nouveau gouvernement ayant à peine deux mois d'existence, il n'est évidemment pas possible de mettre en avant des faits qui corroboreraient de façon indiscutable l'une ou l'autre interprétation. Autre chose, bien sûr, étant ce que l'analyse et l'expérience nous dictent.

Ce que montrent en tout cas les premiers pas du gouvernement Costa, c'est qu'il a effectivement commencé à appliquer les mesures accordées avec le BE et le PCP, mais sans renoncer à mener une politique capitaliste d'essence néolibérale. Ainsi la première phase prévue de la hausse du salaire minimum a-t-elle été respectée : celui-ci est passé, au 1^{er} janvier 2016, de 505 à 530 euros ; mais outre qu'une telle augmentation reste modeste, elle s'est accompagnée de la décision de céder à la revendication du patronat consistant, en « contrepartie », à baisser de 0,75 % sa contribution à la sécurité sociale. Une autre mesure a été le rétablissement de la semaine de 35 heures pour les fonctionnaires – mais sans embauches et à budget constant, c'est-à-dire avec une intensification des rythmes de travail.

Sur un autre plan, la CGTP a protesté face à la réquisition, au nom du « service minimum », par décision conjointe des ministres de l'Economie et du Travail, des travailleurs de Petrogal (Pétroles du Portugal) qui avaient décidé de faire grève les 28, 29 et 30 décembre. Et puis il y a le scandale de la Banif, une banque largement renflouée par l'Etat mais toujours en situation de faillite, dont le gouvernement Costa vient de décider la vente, pour une bouchée de pain, au groupe espagnol Santander.8

Nous reviendrons sur la situation au Portugal, un pays très proche dont les évolutions ne manqueront pas d'avoir, ici aussi, un impact.

- 1. La CDU inclut le parti des Verts comme associé secondaire, certains diront « satellite », du PCP. Depuis la création de la coalition, en 1987, les Verts y sont invariablement représentés par deux députés.
- 2. Tout cela, il faut le souligner, dans le cadre d'une abstention très importante (45 % en incluant les votes blancs et nuls).
- 3. En sièges comme en voix, et cela d'autant plus si l'on ajoute les quelque 2 % de deux petites formations non représentées au parlement, ainsi que le « parti des animaux » qui a fait élire un député et est également membre de la coalition majoritaire.
- 4. Pour un exposé plus complet de ces mesures, voir, en anglais sur le site de Bloc de gauche, <http://www.esquerda.net/en/artigo/left-w...>. Pour le texte officiel de l'accord PS-BE, voir, en portugais, <http://www.esquerda.net/dossier/acordo-p...>
- 5. Voir Raquel Varela, « 25 novembre 1975, le jour qui stoppa le processus révolutionnaire portugais », dans notre numéro 71 de décembre 2015.
- 6. <https://npa2009.org/idees/pourquoi-la-ga...>. Texte original, paru le 8 octobre : <http://socialistworker.org/2015/10/08/wh...>
- 7. <http://www.contretemps.eu/interviews/nou...çã> ; propos recueillis par Ugo Palheta.
- 8. Opposé à la privatisation, le BE en a fait porter la responsabilité au gouvernement précédent : « le gouvernement PSD-CDS a commis un crime contre les intérêts de l'Etat et du pays », <http://www.esquerda.net/dossier/banif-go...>